

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Equateur-le-ministre-de-l-Interieur-demissionne>

# Équateur : le ministre de l'Intérieur démissionne

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : jeudi 16 mars 2006

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le ministre équatorien de l'Intérieur, Alfredo Castillo, a décidé mercredi de démissionner de ses fonctions pour manifester son désaccord avec la politique du gouvernement face à la vague de protestations qui ont secoué l'Équateur ces dernières semaines.**

**Par l'Agence France-Presse**

Quito, le mercredi 15 mars 2006

M. Castillo, un ancien communiste qui a fait savoir à plusieurs reprises qu'il considérait comme « légitimes » les demandes des manifestants indiens opposés à un accord de libre-échange avec les États-Unis, a expliqué dans une brève déclaration qu'il démissionnait « en partie pour des raisons personnelles » et en partie pour des « questions qui ont été traitées sans le consulter ».

Il est le troisième ministre de l'Intérieur à quitter ses fonctions en onze mois. Sa démission deviendra officielle vendredi mais elle a d'ores et déjà été acceptée par le président Alfredo Palacio, a indiqué l'une de ses conseillères, Monica Pabon.

Des paysans et indiens, opposés à un accord de libre-échange avec les États-Unis, maintenaient mercredi, pour le troisième jour consécutif, un mouvement de blocage de routes dans une dizaine de provinces du pays.

En tant que ministre, M. Castillo a toujours refusé de réprimer par la force les manifestations de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (Conaie), qui regroupe la plupart des ethnies, et s'est prononcé en faveur d'un dialogue avec les protestataires.

Le mouvement de protestation a été réprimé mardi par les forces de l'ordre, qui ont blessé quatre personnes dans la localité andine d'Imbabura (nord). Seize manifestants ont été interpellés.

Les États-Unis ont entamé en mai 2004 des négociations sur un traité de libre-échange avec l'Équateur, mais aussi le Pérou et la Colombie qui sont parvenus respectivement à un accord en décembre et en février.